

Exemple de rédaction de la lettre d'intention du repreneur

La lettre d'intention du repreneur est la première expression écrite entre les parties, au vu de l'offre descriptive, en général présentée par un intermédiaire, professionnel des fusions et acquisitions.

Elle va ouvrir une phase de négociation mais doit être rédigée de telle façon qu'elle n'engage pas le repreneur tant qu'elle n'est pas acceptée.

Son aboutissement logique va être l'établissement d'un protocole d'accord entre les parties, qui en reprendra les termes essentiels, complétés par des conventions convenues en complément entre les parties, et notamment c'est essentiel, le texte définitif et complet de la garantie d'actif et de passif que le cédant signera d'avance, mais qui n'entrera en vigueur que lors de la signature définitive des actes avec paiement du prix, laquelle signature ne peut donc intervenir que lorsque les conditions suspensives qui auront été définies par le protocole seront levées.

Si elle est bien faite, cette lettre proposera non seulement les conditions de la cession mais elle définira aussi le cheminement proposé.

Voici comment elle peut se présenter.

G.DURAND

PDG de INVEST SA

Aux bons soins de la société Conseil M&A représentant la société OUEST INFORMATIQUE SA

Monsieur le président de la société **OUEST INFORMATIQUE SA**

Suite aux différents entretiens que nous avons eus et aux informations qui m'ont été communiquées par votre conseil la société Conseil M&A sur la société **OUEST INFORMATIQUE SA** enregistrée à Paris sous le n° SIRET 333444555 00011 que vous souhaitez céder, désignée par la suite << la cible>>, nous sommes intéressés à conclure cette cession pour le compte de notre société, **INVEST SA**, enregistrée à Paris sous le n° SIRET 333444556 00012, (ou pour le compte d'une société en création que nous nous réservons de substituer dans la présente offre) désignée dans la suite « le preneur ».

Cette cession qui concerne 100% du capital de la cible (ou x% si l'offre ne porte pas sur tout le capital), pourrait avoir lieu sur les bases suivantes :

1/ Prix et ajustement du prix

Le prix proposé de X.XXX.000 euros, a été fixé selon les modalités de calcul suivantes :

(Décrire les modalités de détermination du prix et les critères de base retenus pour le calcul)

Il prend notamment en compte le résultat d'exploitation avant impôt tel qu'il m'a été annoncé à la clôture du et pour une période de mois, ce que le cabinet « **Consulting** » désigné par nos soins devra confirmer à l'issue de ses investigations conformément à sa lettre de mission.

Option ajustement du prix

Un ajustement du prix proposé sera déterminé sur la base d'une situation intermédiaire de la cible au..... (engénéral dans les six mois du dernier arrêté comptable) établie contradictoirement par votre

expert-comptable et le cabinet

« **Consulting** » dans l'hypothèse où une variation de plus de X% en plus ou en moins serait constaté sur les montants des agrégats ayant servi de base à la fixation du prix.

2/ Signature d'un protocole

Dès qu'un accord de principe sera trouvé entre nous, nous vous proposons la signature d'un protocole nous engageant réciproquement sur les bases qui suivent et dont la préparation pourrait être confiée à votre conseil juridique/ mon conseil juridique en coordination avec le mien/ le vôtre.

3/ Conditions suspensives, à lever successivement :

3-1 / **Financement** : obtention par mes soins du financement nécessaire, en complément de mon apport personnel de X00.000 euros ; en particulier vous mettrez votre banquier dans la confidentialité car il me semble bien placé pour participer à l'opération. Je lèverai cette condition suspensive lorsque j'aurai obtenu les assurances que je jugerai seul suffisantes par une lettre simple, fax ou e-mail adressé à Conseil M&A. Si je n'ai pas obtenu ce financement dans un délai de ...jours, j'en notifierai Conseil M&A par les mêmes moyens et mon indemnité d'immobilisation définie ci-après me sera restituée.

3-2 / **Investigations** : dès la levée de la condition suspensive précédente, il sera procédé aux investigations suivantes, aux frais du preneur :

(Ne proposer que les investigations jugées strictement nécessaires et à titre d'exemples) :

- DD comptable entre votre expert-comptable et mon conseil, M.X.....
- DD commercial, par mes soins/par M. X.... , avec vous -m êmes / votre directeur commercial
- DD des stocks, délégué par mes soins à M. X... préciser la méthode et les documents de référence
- DD social, délégué par mes soins à **M. X...** préciser l'objet
- DD juridique, délégué par mes soins à **M. X...** préciser les documents à examiner

Le terme « AUDIT » ne sera utilisé dans la mesure où le repreneur souhaiterait obtenir une assurance élevée sur certains domaines.

4/ Garantie d'actif et de passif

Une garantie devra être signée par vous en même temps que le protocole, couvrant un montant total de euros, dégressif en trois tiers pour couvrir les exercices des
années ..., et

Nous devons définir ensemble les conditions précises de son application. Cette garantie sera matérialisée par une caution bancaire ou tout autre moyen équivalent à convenir, d'un montant total de

... euros, également dégressif en trois tiers pour couvrir les exercices des années ..., ... et ... à remettre au jour de la signature définitive.

5/ Accompagnement du cédant et engagement de non concurrence

Vous assurerez un accompagnement de la reprise (rémunéré sur la base de / non rémunéré) et qui s'étendra sur une durée de ... que le preneur aura la liberté d'écourter s'il le désire. Cet accompagnement impliquera votre présence
... jours par semaine

6/ Clause d'exclusivité

Jusqu'à la levée des conditions suspensives ou l'abandon du projet, vous m'accorderez une exclusivité et gèlerez donc les contacts avec tous les autres repreneurs éventuels.

7 / Indemnité d'immobilisation (*Choisir une somme raisonnable, en principe 10% du prix mais moins si le prix est supérieur à 1,5 million d'euros*).

En échange de cette exclusivité je verserai tords de la signature du protocole une indemnité d'immobilisation de.....euros en un chèque à l'ordre de la CARPA qui sera séquestré par mon conseil juridique/votre conseil juridique jusqu'à la conclusion ou la fin des pourparlers.

L'indemnité d'immobilisation me sera restituée si l'une ou l'autre des conditions suspensives n'était pas levée comme il est dit ci-dessus.

Elle serait affectée au prix de vente en cas de bonne fin, et donc partie du prix payé à l'un des actionnaires/associés.

Les frais de séquestre seront supportés par celle des parties qui recevrait ce paiement.

8/ Remontée du cédant au capital du preneur

Je souhaite vous associer au capital de ma société à hauteur de X% ce qui représente actuellement la somme de.....euros

Je prendrai un engagement de rachat de ces titres dans des conditions à définir.

9/ Cheminement proposé jusqu'à la cession

Le protocole devra être signé dans les plus brefs délais ; il faut prévoir pour la période des investigations prévues ... semaines et la signature des actes définitifs, des bordereaux de transfert et le paiement du prix par chèques de banque aux actuels actionnaires ou associés suivra à la diligence du conseil juridique chargé de la préparation des actes.

10/ Durée de validité de la présente offre

La présente offre est valable 30 jours calendaires.

Le présent courrier est basé sur l'opinion que je me suis faite sur cette entreprise à partir de l'ensemble des informations écrites et verbales qui m'ont été transmises dans le mémorandum de Conseil M&A, les documents complémentaires et nos entretiens. Si les investigations apportaient un doute sur certaines de ces informations, ou une minoration sensible de la valeur de l'entreprise, je me réserve de revoir la présente proposition, voire d'interrompre les négociations à tout moment, sans aucune obligation à votre égard et l'indemnité d'immobilisation me serait rendue par le séquestré sur une notification de ma part à vous même par lettre simple de la fin des pourparlers.

Je souhaite votre accord sur la présente et vous prie d'agréer...